

## ABONNEMENT.

Saumur :	
Un an . . . . .	30 fr.
Six mois . . . . .	18
Trois mois . . . . .	8
Poste :	
Un an . . . . .	35 fr.
Six mois . . . . .	18
Trois mois . . . . .	10

## On s'abonne :

A SAUMUR,  
Chez tous les Libraires.  
A PARIS,  
Chez MM. RICHARD et C<sup>o</sup>,  
Passage des Princes.

## POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

## L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

## INSERTIONS.

Annonces, la ligne . . . . .	20 c.
Réclames, — . . . . .	30
Faits divers, — . . . . .	75

## RÉSERVES SONT FAITES :

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées sans restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

## On s'abonne :

A SAUMUR,  
Chez tous les Libraires ;  
A PARIS,  
Chez MM. RAYAS-LAFITE et C<sup>o</sup>,  
Place de la Bourse, 8.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le lundi excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 25 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,

14 Février 1874.

## Bulletin politique.

La commission des Trente touche à la fin de son travail sur la réforme électorale ; c'est la première loi constitutionnelle qui sera votée, contrairement aux plans de M. Thiers qui voulait que l'Assemblée commençât par organiser la présidence de la république. Au milieu des éventualités qui peuvent toujours venir nous surprendre, la loi électorale était évidemment la plus urgente, afin que, dans le cas d'une dissolution de l'Assemblée, le pays ne se trouvât pas exposé à subir tous les abus du suffrage universel actuel. La majorité conservatrice, dans la commission des Trente, a donc eu raison de maintenir l'ordre de ses travaux.

Mais si M. Dufaure a échoué sur la question de procédure, il voit triompher ses idées de réforme électorale. La commission, après avoir consacré plusieurs séances à discuter les divers systèmes présentés pour remplacer ou modifier le suffrage direct, a fini par repousser les divers modes proposés pour le vote à deux degrés, et M. Dufaure a fait conserver le suffrage direct. L'ex-ministre de M. Thiers a obtenu, un autre succès en faisant rejeter le scrutin de liste et adopter le scrutin par arrondissement. Voici donc les résolutions adoptées par la commission pour le nouveau projet de loi électorale :

Vingt-cinq ans d'âge, trois années de domicile, vote par arrondissement et non par scrutin de liste pour tout le département. La commission paraît décidée à interdire les candidatures dans plusieurs arrondissements à la fois.

Il reste à la commission à se prononcer sur la représentation des intérêts et le chiffre des suffrages pour rendre une élection valide. Ces questions occuperont demain la commission.

La sous-commission chargée de préparer le projet d'organisation des pouvoirs publics, travaille à son rapport, qui ne tardera pas à être soumis à la commission générale. Les questions relatives au titre du chef de l'Etat et à la création d'un vice-président de la république donneront lieu à de vifs débats.

Quoique la république ait été acclamée cinquante fois sur les marches de la Chambre des députés, en 1848 ; quoique elle ait été proclamée dans une constitution, la république n'a pas plus vécu que ses aînées, parce qu'aucune institution contraire aux traditions, aux mœurs, aux intérêts du pays, ne peut durer. S'il se rencontre, en 1874 encore, une majorité pour instituer un président et un vice-président de la république, elle n'en sera pas plus viable tant qu'elle sera impuissante à nous donner la confiance, la sécurité, l'indépendance nationale.

La première nouvelle qui nous parvient des élections du 4<sup>o</sup> mars nous arrive de Poitiers. Les conservateurs proposent M. de Beauchamp. Mais les républicains ne demeurent pas inactifs. Ils ont adopté un règlement qui va trouver de suite son application.

Dans chaque canton, il y aura — il y a

déjà, devrions-nous dire — un comité composé d'au moins cinq membres. Aujourd'hui samedi, un congrès général se réunira à Poitiers ; il comprendra trois délégués de chaque canton.

Enfin, pour être à même de choisir un candidat en toute liberté et sans tenir compte de sa position de fortune, les républicains du Poitou ont résolu de faire appel aux électeurs.

Le règlement, dans son dernier article, dit en effet qu'il est souhaitable, à tous égards, que les frais de l'élection soient couverts par les frères et amis. Les comités sont invités à recueillir des souscriptions dans ce but.

Le député qui est élu aux frais de ses mandants leur appartient d'une manière plus directe, plus étroite, que celui qui est élu à ses propres frais.

C'est à celui qui paie de commander : il peut se montrer exigeant, puisqu'en somme il a contribué de son argent à envoyer son représentant à l'Assemblée nationale. Il achète en quelque sorte le droit de lui dicter sa conduite.

Le mandat impératif devient, pour cet élu, une réalité stricte, qui l'oblige à voter dans les conditions imposées par l'électeur.

La conscience, la liberté n'ont plus rien à voir dans sa conduite à la Chambre ; il doit remplir les clauses du marché qui le lie. Les républicains ne sont pas gens à laisser dans l'oubli une semblable prescription.

Voici en quels termes M. Saint-Genest, dans le *Figaro*, se prononce sur le suffrage universel dans un article intitulé : *Les barbares modernes* :

« Avec le suffrage universel, la France n'est plus un pays exprimant librement sa volonté, c'est une nation livrée tout entière aux forces d'en bas, à la brutalité du nombre !

» Clergé, noblesse, armée, magistrature et bourgeoisie, tout ce qui forme les classes dirigeantes, tout ce qui domine et gouverne dans les autres pays, est comme noyé et perdu chez nous dans la masse aveugle....

» Désormais, c'est la foule qui règne, et comme dernier degré de la civilisation nous voilà revenus à l'état des Francs, des Cimbres et des Teutons, nous voilà en pleine barbarie !

» Oui, en pleine barbarie ! Le suffrage universel et le service obligatoire, c'est l'état barbare ! C'est ainsi que tous les peuples ont commencé.

» Eh bien, après avoir mis des siècles à sortir de l'état barbare..., avec le suffrage universel et le service obligatoire, nous y revenons en quelques jours !...

» Oui, nous avons cette joie suprême de pouvoir dire : « Enfin, nous voilà donc arrivés à l'égal des Cimbres et des Teutons ! »

» Et quand je dis les Cimbres et les Teutons, j'ai tort ! Ces tribus nommaient au moins le plus digne, le plus vaillant ; tandis qu'aujourd'hui cette foule, au lieu de regarder en haut, cherche en bas, toujours plus bas, l'homme qui a été complice d'un crime, le soldat qui s'est révolté contre son chef, le mécontent, le renégat, le parjure...

» Si bien que, chaque jour, nous voyons la justice forcée de venir réclamer les siens sur les bancs de nos conseils et de nos assemblées.

» Et puis, il y a une différence encore : jadis, ces peuples du Nord, ayant rencontré

le Christ sur leur route, sont tombés à ses pieds. S'ils étaient ignorants et grossiers, avec eux il y avait encore une espérance : ils croyaient à une autre vie.

» Loin de là, nos barbares modernes abattent les croix, renversent les autels ; et, après avoir donné un fusil à chaque homme, ils lui disent : « Tu n'as pas d'âme !... tu n'as rien à craindre, rien à espérer ! Dépêche-toi de jouir, et, pour cela, sers-toi de cette arme ! »

» De sorte que, au lieu de venir du dehors, chez nous, l'invasion vient du dedans, engendrée dans notre sein ; comme les vers, elle sort de la pourriture invétérée de notre substance.

» C'est nous-mêmes qui brûlons nos villes, qui assassinons nos prêtres, nos magistrats et nos soldats ; c'est nous qui fouillons la terre pour jeter au vent la cendre de nos morts et jouer avec leurs ossements !...

» Et dire, qu'après toutes ces horreurs, après avoir été forcés d'arracher à ce peuple le fusil, nous avons été assez fous pour lui laisser le bulletin !... le bulletin, cette arme sûre et légale, avec laquelle il est certain de reprendre l'autre !

» Et dire qu'il y a des hommes honorables et sensés qui défendent le suffrage universel, cette monstruosité sans nom, cette lugubre bouffonnerie, qui fait de nous la risée de l'Europe.

» Dire que depuis deux ans que nous sommes les maîtres, au lieu de balbutier je ne sais quelle vaine réforme, nous n'avons pas proclamé bien haut qu'il fallait rejeter cet instrument de barbarie et de mort !...

» Et cela, parce que nous manquons de cette audace que nos ennemis se sont réservée, et qui s'augmente chaque jour de notre propre faiblesse...

» Aussi, je crois qu'il est de notre devoir de soutenir énergiquement l'Assemblée dans la nouvelle loi électorale, et peut-être que dans ce but la presse conservatrice devrait s'entendre pour commencer, à partir de ce jour, une croisade sans relâche et sans merci ! »

## Chronique générale.

La commission des lois constitutionnelles prendra ses dernières décisions, la semaine prochaine, relativement à la loi électorale. La rédaction du rapport demandera une quinzaine de jours ; il n'est donc pas probable que la discussion puisse venir avant le mois d'avril.

La commission d'enquête sur les achats d'armes pendant la dernière guerre, a terminé son rapport, qui renferme des renseignements pleins d'intérêt.

Parmi les questions qu'elle résout d'une manière affirmative, se trouve celle de la liberté de l'industrie des armes de guerre en France. Cette question, si importante, sera l'objet d'une discussion approfondie.

On affirme, dit la *Patrie*, qu'une loi sur le duel serait prochainement déposée sur le bureau de l'Assemblée par M. le ministre de la justice. Cette loi réformerait la jurisprudence à cet égard. Les témoins seraient plus spécialement visés, et les peines édictées seraient fixées au lieu d'être laissées au bon plaisir des magistrats.

On écrit de Marseille au *Messenger du Midi* :

« Malgré leur intention de rester à leur poste, les conseillers radicaux seront très-probablement obligés de partir, car on va soulever la semaine prochaine une question qui ne leur plaira pas, la question des écoles congréganistes.

» Comme les frères de la doctrine chrétienne ont trop d'élèves dans leurs classes, on va demander la création de nouvelles écoles.

» Les radicaux, qui ont toujours refusé de soutenir, ou du moins d'encourager les frères, ne voudront pas se déjuger ; il y aura conflit et rupture à la suite de laquelle on nommera très-probablement une commission complète, car il n'est pas possible de marcher avec une administration qui est conservatrice et un conseil dont le radicalisme est connu. »

Plusieurs journaux rapportent qu'il serait question de poser la candidature de M. Ledru-Rollin pour l'élection qui doit avoir lieu prochainement dans le département de Vaucluse.

Le journal *l'Ami de l'ordre*, de Clermont-Ferrand, poursuivi pour attaques contre le septennat, et reconnu coupable par le jury, vient d'être condamné à 300 fr. d'amende.

La cour d'assises de la Seine vient de condamner aux travaux forcés à perpétuité l'accusé Adolphe Fabret, pour fabrication et émission de fausses pièces de 20 fr. en or.

On lit dans la *Patrie* :

Le corps de M. Michelet sera rapporté à Paris, où auront lieu, nous assure-t-on, ses funérailles. Il paraît que le parti radical, revendiquant comme sa chose la dépouille mortelle du célèbre historien, s'agit déjà pour décider la famille à lui faire un enterrement civil, à l'occasion duquel on renouvellerait, dans de plus grandes proportions encore, la manifestation républicaine à laquelle ont donné lieu récemment les funérailles du dernier fils de M. Victor Hugo.

Il est décidé et arrêté dès maintenant que la statue de l'empereur Napoléon I<sup>er</sup>, avec la capote et le chapeau légendaires, la même qui fut inaugurée par le gouvernement du roi Louis-Philippe, sera replacée au sommet de la colonne Vendôme, dès l'achèvement des travaux de réédification qui marchent rapidement aujourd'hui.

La chambre syndicale des entrepreneurs de travaux publics de la ville de Lille vient de donner un exemple qui sera certainement imité.

Elle vient de distribuer des récompenses aux ouvriers fidèles et laborieux ayant travaillé pendant au moins vingt ans dans les établissements des patrons faisant partie de la chambre syndicale.

Le budget militaire allemand dépasse de 15 millions de thalers l'ancien budget de la





